

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
Cedex 09  
65017 TARBES

Tarbes, le 28/12/2023

## **Rapport de contrôle de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PSI**

570 rue Peyrehitte - B.P. n 9 - 65300 Lannemezan

Référence : 2023-1110-Dp  
Code AIOT : 0006802706

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. L'inspection a été annoncée le 13/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel annuel de contrôle (visite PPC) des installations classées, des évolutions réglementaires post-Lubrizol, de l'action "traçabilité des déchets" et des suites à donner à une plainte reçue en juillet 2023 au sujet des nuisances (trafic, odeurs) qui seraient générées par les installations.

Les thèmes abordés sont :

- analyse des suites données aux points de constat non soldés de la visite d'inspection du 15/12/2022 ;
- action nationale « traçabilité des déchets » (R515-45, CE) ;
- plainte reçue en juillet 2023 dénonçant des nuisances olfactives et un trafic important de camions en lien avec le fonctionnement des installations ;
- unité TTR : analyse de la conformité des installations par rapport aux dispositions du chapitre 8.4 de l'arrêté préfectoral modifié du 05/09/2016 ;
- POI : analyse de la conformité des installations par rapport aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel modifié du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs ;
- État des matières stockées : analyse de la conformité des installations par rapport aux dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel modifié du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI

- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le contrôle sur site a concerné uniquement l'unité TTR.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Bilan des constats :

- 16 constats sans suite
- 5 constats avec suite
- 2 prescriptions inadaptées

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 7.2.4.2	Lettre de suite	2 mois
13	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.3	Lettre de suite	2 mois
14	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.4	Lettre de suite	2 mois
18	Prévention des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Lettre de suite	4 mois
20	Prévention des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Lettre de suite	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Susceptible de suites	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Susceptible de suites	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	Susceptible de suites	Sans objet
5	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	Susceptible de suites	Sans objet
6	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 7.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Sans objet
9	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.1	/	Sans objet
11	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.2	/	Sans objet
15	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.5.1	/	Sans objet
16	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.5.2	/	Sans objet
17	Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.6	/	Sans objet
19	Prévention des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
21	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.3	/	Sans objet
22	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.2	/	Sans objet
23	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas fait ressortir d'écart majeur.

Les constats de l'inspection du 15/12/2022 sont tous considérés comme étant soldés.

Aucune suite n'est proposée au sujet de la plainte reçue en juillet 2023. Le rapport de contrôle sera publié sur GEORISQUES.

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après: 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...] IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...] 
<b>Constats :</b> Les rapports de caractérisation sont établis. L'Inspection a notamment contrôlé par sondage ceux d'ECOGRAVE et de la Mairie de Lannemezan en date respectivement des 21/09/2023 et 20/10/2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 2 : Conditions de l'élimination – Justificatifs</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des attestations de tri pour l'ensemble des apporteurs de déchets traités dans l'ISDND.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant dispose des attestations de tri pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets et enfouis dans l'ISDND.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 4 : Dispositif de contrôle par vidéo</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<b>Constats :</b> La signalisation du contrôle caméra sur site a été installée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 5 : Dispositif de contrôle par vidéo</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo. La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.
<b>Constats :</b> La partie 7 du PV du CSE du 19/01/2023 atteste que l'information des salariés au sujet du contrôle vidéo a été effectuée. Cette information figure également sur la procédure d'enregistrement des nouveaux arrivants et, pour les apporteurs de déchets, sur le protocole de chargement/déchargement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 6 : Registre des déchets</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de

déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<b>Constats :</b> Le registre d'admission des déchets mentionne l'heure de pesée et le n°SIRET des transporteurs et producteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 7 : Rétention des pollutions accidentelles</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des eaux souillées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> Les eaux issues du ruissellement des eaux pluviales sur la plateforme de stockage de terres polluées

non dangereuses, susceptibles de créer une pollution des eaux, sont collectées vers le bassin de stockage des eaux pluviales par l'intermédiaire d'un fossé et d'une buse qui ont été créés suite à l'inspection du 15/12/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 8 : Traçabilité des déchets</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'import des tableurs de l'ISDI, vérifiés lors de l'inspection (code déchet unique : 17 05 04), dans le RNDTS est en cours de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 9 : Traçabilité des déchets</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise et maîtrise l'outil Trackdéchets. La fiche inspection Trackdéchets pour l'année 2023 fait notamment ressortir : - rupture de traçabilité pour un bordereau de déchets 15 01 10 * (0.28 t) => cocher par erreur l'arrêté d'autorisation ne permet pas de rupture de traçabilité ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- des déchets non dangereux sont mentionnés comme dangereux par l'exploitant ;</li> <li>- les données GUN / Géorisques ne nous permettent pas de disposer des données ICPE sur la fiche inspection et ainsi de proposer une analyse plus fine en lien avec les rubriques. Pour disposer de ces données, le SIRET de l'établissement doit être complété dans GUN. Pour l'Enviropôle de Lannemezan, le SIRET est 344 319 660 00058.</li> </ul> <p>Des bordereaux de suivi des déchets ont été vérifiés par sondage, notamment le n° 2023-0621-VDYWZ19F2 relatif à l'enlèvement et au transport de résines échangeuses d'ions émises par la société NEXTER MUNITIONS.</p> <p>Le contrôle des bordereaux n'a mis en évidence aucune non-conformité.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

<b>N° 10 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des déchets admis
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets admis dans l'unité TTR Prétraitement des déchets dangereux, conformément aux procédures d'acceptation décrites au chapitre 5.2 du présent arrêté, sont des déchets de type : solvants, peintures, vernis, colles, eaux souillées à bas pouvoir calorifique, produits toxiques, produits inflammables ou comburants, huiles, piles, néons, batteries, acides, bases, déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), transformateurs souillés aux PCB, emballages et chiffons souillés, déchets d'amiante.</p> <p>Leur liste détaillée figure en Annexe 2.</p> <p>Les déchets interdits dans l'unité sont décrits à l'article 1.4.3 du présent arrêté.</p> <p>L'unité est prévue pour une capacité nominale de traitement de 3000 tonnes de déchets dangereux par an, et sa capacité de stockage maximale est fixée à 250 tonnes pour les déchets conditionnés. L'exploitant tient une comptabilité de ses stocks qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'intervention et de secours.</p> <p>Les déchets dangereux (pots de peinture, aérosols, solvants...) apportés directement sur le site par leur producteur initial sont réceptionnés et gérés dans cette unité.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>En 2023, à la date de l'inspection, l'installation avait accueilli 8822 t de déchets dangereux. La société PSI a déposé un dossier de porter à connaissance en date du 7 octobre 2022, complété le 6 octobre 2023, pour ventiler différemment le stock des différentes familles à un instant et porter la capacité annuelle à 11 000 tonnes. Ce projet est inclus dans la mise à jour de l'étude de dangers déposé début janvier 2023.</p> <p>Le dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>N° 11 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'activité de transit et regroupement de déchets dangereux est réalisée dans un bâtiment entièrement couvert et fermé. L'ensemble du bâtiment est sur rétention, il est organisé en zone en fonction des caractéristiques et compatibilité des familles de déchets.</p> <p>Le bâtiment est conçu de manière à ce que tout écoulement de produit à l'intérieur puisse être contrôlé par absorption pour les faibles quantités, ou par collecte gravitaire vers une fosse de rétention déportée de 110 m<sup>3</sup> en cas d'écoulement plus important ou lors des campagnes de nettoyage du sol. L'écoulement vers cette fosse s'effectue par une conduite fermée aménagée de manière à éviter tout retour.</p>

<p>Les seuils du bâtiment sont également surélevés de manière à former une rétention interne supplémentaire de 30 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le sol du bâtiment est rendu étanche par un traitement compatible avec la nature des produits présents.</p> <p>Un compacteur est disposé sous abri à l'extérieur du bâtiment pour permettre la réduction de volume des emballages souillés.</p> <p>Un compacteur équipé d'un caisson étanche est attenant au bâtiment. Un dispositif automatique empêche son fonctionnement en l'absence de verrouillage de la porte. Les jus de compaction produits sont recueillis dans une fosse étanche puis sont récupérés pour évacuation suivant une filière agréée.</p> <p>Le bâtiment est couvert par une détection incendie conforme aux principes édictés à l'article 7.2.4 des présentes prescriptions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le compacteur n'est plus présent sur site.</p> <p>Le bâtiment est conforme aux dispositions réglementaires, notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiment entièrement sur rétention ;</li> <li>- présence de la rétention déportée de 110 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- seuils surélevés pour la rétention interne ;</li> <li>- détection incendie : présence de trois caméras thermiques dédiées au bâtiment (2 pour l'intérieur, 1 pour l'extérieur) avec supervision.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<p><b>N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 7.2.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens de premiers secours sur la plate-forme sont assurés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des stocks de matériaux absorbants dans chaque bâtiment,</li> <li>• des masques de protection adaptés aux risques,</li> <li>• des extincteurs en nombre suffisant et de type adapté au risque. En particulier, l'exploitant dispose d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, et d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des stockages de liquides inflammables</li> </ul> <p>Les moyens minimaux en eau doivent permettre d'assurer une défense incendie à 90 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.</p> <p>Ces équipements sont facilement accessibles et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>Un contrôle annuel sera réalisé par une société spécialisée. Les dates de ces vérifications périodiques du matériel sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose en outre d'une réserve minimale de 200 L d'émulseur de classe II. La date de péremption de cet émulseur est vérifiée annuellement, et le produit remplacé si besoin.</p> <p>L'exploitant dispose en permanence sur le site d'une réserve d'eau d'extension incendie d'un volume minimal de 450 m<sup>3</sup>. Cette réserve est équipée d'une colonne fixe pour le raccordement des engins de secours et de lutte contre l'incendie, ainsi que d'une plate-forme de stationnement attenante suffisamment dimensionnée pour ces derniers.</p> <p>Une réserve complémentaire de 120 m<sup>3</sup> est créée à moins de 100 m du bâtiment abritant la plateforme de valorisation des déchets du BTP et terres polluées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour la défense de l'unité TTR, l'Inspection a constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des stocks de matériaux absorbants ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs contrôlés par une entreprise extérieure ;</li> <li>- de la détection incendie ;</li> <li>- d'avertisseurs sonore et visuel ;</li> <li>- de 200 L d'émulseur ;</li> <li>- d'une réserve d'eau incendie de 450 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- d'une réserve complémentaire de 120 m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>Néanmoins, la date de péremption de l'émulseur n'est pas visible et le bidon - dont la contenance n'est plus visible non plus sur l'étiquette - est soumis aux aléas climatiques tels que le gel.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'extincteur n°5 de l'unité TTR n'était plus en état de fonctionner et aucun extincteur n'était associé à un feu d'origine électrique au niveau de l'armoire du bâtiment.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant dotera l'unité TTR d'un extincteur pour les feux d'origine électrique et remplacera l'extincteur n°5.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

<p><b>N° 13 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement avant tout envoi de déchet sur centre le transit, une fiche d'identification du déchet est transmise par l'expéditeur à l'exploitant. Cette fiche d'identification comprend à minima les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu le déchet,</li> <li>• le processus d'obtention du déchet,</li> <li>• une fiche signalétique de sécurité, comprenant sa composition, les risques présentés, et son code réglementaire</li> <li>• le conditionnement du déchet</li> <li>• les quantités prévisionnelles annuelles et les fréquences d'enlèvement.</li> </ul> <p>Cette fiche d'identification est accompagnée d'un échantillon représentatif afin de déterminer la filière de traitement la plus adaptée techniquement et économiquement. L'échantillon est analysé soit par laboratoire du site, soit directement par le centre éliminateur en fonction de la nature du déchet.</p> <p>Peuvent être dispensés d'échantillons les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• solides souillés (emballages, chiffons, absorbants)</li> <li>• batteries, piles, accumulateurs</li> <li>• aérosols</li> <li>• DEEE, néons, ampoules</li> <li>• filtres à huiles et carburants</li> <li>• déchets d'amiante lié non susceptibles de contenir d'autres composés toxiques</li> <li>• pots contenant de la peinture</li> <li>• produits de laboratoire.</li> </ul> <p>Un certificat d'acceptation préalable est émis à l'issu de cette procédure. L'exploitant n'accepte que les déchets correspondant à ses possibilités techniques et à celles des filières d'élimination finale disponibles.</p>
<p><b>Constats :</b> Les observations au sujet de la procédure d'acceptation préalable sont précisées dans un point de contrôle précédent.</p>
<p><b>Observations :</b></p>

<p>La gestion des FID et des CAP doit faire l'objet d'un remplissage et d'un suivi plus rigoureux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les champs obligatoires (mentions de dangers, siccité, pH, DCO, quantités notamment) du modèle de FID doivent être systématiquement renseignés ou retournés à l'expéditeur ;</li> <li>- les signatures doivent correspondre aux engagements associés (producteurs et détenteurs tels que les "regroupeurs") ;</li> <li>- les numéros d'affaires doivent être systématiquement affectés au FID et reliés au CAP ainsi qu'au registre des déchets entrants.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>N° 14 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'arrivée des déchets sur l'installation est encadrée par une procédure de réception qui prévoit notamment, de manière systématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un contrôle documentaire préalable à tout déchargement.</li> <li>• un pesage du déchet</li> <li>• un contrôle par détecteur mobile de radioactivité</li> <li>• un contrôle visuel et olfactif</li> <li>• un prélèvement de deux échantillons identiques représentatifs.</li> </ul> <p>Un test de conformité est réalisé sur le premier échantillon. Le second échantillon est conservé et archivé au minimum un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a contrôlé la procédure interne de gestion des déchets dangereux et assimilés. Le test d'inflammabilité ne figure pas sur le cahier d'analyses.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit ajouter le test d'inflammabilité sur son cahier d'analyse et améliorer les conditions de stockage des échantillons conservés en n'associant pas par exemple les acides et les bases à la même rétention.</p> <p>La procédure interne de gestion des déchets dangereux et assimilés pourrait être utilement mise à jour en faisant référence aux applications Trackdéchets, RNDTS et aux obligations réglementaires qui en découlent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>N° 15 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Organisation des zones d'entreposage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets sont stockés par catégories dans des casiers spécifiques et dans des conditions adaptées aux risques présentés. En particulier, les règles de stockage tiennent compte des incompatibilités chimiques entre déchets.</p> <p>Le plan de stockage détaillé est actualisé en permanence. Les déchets sont stockés dans des contenants adaptés à leurs caractéristiques et aux risques présentés. La durée de stockage de chaque déchet ne doit pas excéder 90 jours.</p>

<b>Constats :</b> Le plan des stockages, actualisé au 19/12/2023 au soir, et la quantité des déchets stockés (196 t) ont été contrôlés le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 16 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Organisation de l'activité de transit et regroupement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les produits Bas Produits Calorifiques sont regroupés directement en citernes par pompage direct des produits déversés dans la fosse de réception.</p> <p>Les huiles usagées sont directement envoyées vers les cuves dédiées (2 x 45m3) situées dans l'UTE.</p> <p>Les opérations de transvasement des déchets s'effectuent dans les conditions de sécurité requises pour ce genre de manipulation. Le personnel est équipé avec des équipements de protection individuelle (EPI) adaptés à la fonction de chacun et à la nature chimique des déchets manipulés.</p> <p>Avant toute opération de regroupement, l'opérateur s'assure préalablement que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les contenants sont propres et les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou ne présentent pas d'incompatibilité (même type de produit transvasé),</li> <li>• le matériau constitutif des contenants est compatible avec le déchet,</li> <li>• les moyens de transvasement (pompes et tuyauteries) sont adaptés à la nature et au volume de produits.</li> </ul> <p>Les déchets reconditionnés sont à nouveau pesés avant dépôt dans les casiers.</p> <p>La zone de tri est sécurisée et si possible vidée complètement en dehors des heures de travail.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'Inspection a constaté notamment que deux des trois citernes pour les produits BPC étaient à l'arrêt pour cause de maintenance, que la zone de tri est sécurisée et les aérosols triés sont d'abord placés dans une caisse ECODDS puis acheminés vers un conteneur métallique éloigné des locaux, fermé et doté d'une signalisation ATEX.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 17 : Unité TTR pré-traitement des déchets dangereux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres d'entrée et de sortie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Chaque réception de déchet est consignée dans un registre d'entrée avec les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la désignation des déchets et leur code réglementaire en vigueur</li> <li>• la date de réception des déchets</li> <li>• le tonnage des déchets</li> <li>• le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets</li> <li>• le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et, le cas échéant, son numéro SIRET ou, si le déchet a fait l'objet d'un traitement ou d'une transformation ne permettant plus d'identifier sa provenance, le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'exploitant de l'installation ayant effectué cette transformation ou ce traitement</li> <li>• le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET</li> <li>• le nom, l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé de déclaration en préfecture conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• la désignation du ou des modes de traitement, ou de la ou des transformations subies, et leur(s) code(s) réglementaires</li> <li>• la date du reconditionnement, de la transformation ou du traitement des déchets</li> <li>• le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge de déchets.</li> </ul> <p>Chaque enlèvement de déchet est consigné dans un registre de sortie avec les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la désignation des déchets et leur code réglementaire en vigueur</li> <li>• la date d'enlèvement</li> <li>• le tonnage des déchets</li> <li>• le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis</li> <li>• la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) réglementaires en vigueur</li> <li>• le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale</li> <li>• le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé de déclaration en préfecture conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé</li> <li>• la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale.</li> </ul> <p>Les informations contenues dans les registres d'entrée et de sortie permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. L'exploitant vérifie à date fixe la cohérence de ces registres pour ce qui concerne le bilan matière des déchets entrés et sortis.</p> <p><b>Constats :</b> Les registres ont été consultés (cf. point de contrôle "Trackdéchets"). Aucune non-conformité n'a été détectée.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

<b>N° 18 : Prévention des accidents majeurs</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est écrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par L'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération</li> </ul>

<p>interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI a été remis en mai 2023 néanmoins celui-ci est incomplet. Un exercice interne est prévu au premier trimestre 2024 puis un second avec le SDIS 65 au cours de la même année.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le plan d'opération interne doit être complété, notamment par les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> <li>- les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie ;</li> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

<p><b>N° 19 : Prévention des risques accidentels</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités</p>

sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, via le logiciel ECOREC déployé par la société KERLOG. Ce logiciel permet de délivrer à l'instant t et en permanence (connexion à distance possible) un état des matières stockées - et dont une exportation peut être fournie aux services de secours - détaillant par zone la nature et la quantité des substances considérées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 20 : Prévention des risques accidentels</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées - Dispositions spécifiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.  2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.  Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>

<p>L'état des matières stockées, mis à jour au quotidien via ECOREC, comprend les mentions de dangers des substances considérées. Il est tenu à la disposition des services de l'Etat et notamment du SDIS 65. Une exportation d'une version simplifiée est également possible afin de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>Le POI n'est pas relié à l'état des matières stockées, les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie ne sont pas explicités, ni les quantités de produits hors matières dangereuses.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'état des matières stockées devra être référencé dans le plan d'opération interne lorsque celui-ci sera mis à jour (cf. point de contrôle précédent). Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, devront figurer spécifiquement. Enfin, cet état devra donner les quantités de produits hors matières dangereuses, selon une typologie adaptée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

<p><b>N° 21 : Gestion de l'établissement</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Horaires de fonctionnement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les horaires de fonctionnement du site sont de 6h à 20h, du lundi au vendredi.</p> <p>En dehors des heures d'ouverture, le site est surveillé et les bâtiments sensibles sont placés sous alarme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une plainte du 12/07/2023 d'un riverain à l'encontre de l'établissement a été transmise à l'Inspection et fait état d'un trafic important de camions le mardi 11/07/2023 (32 camions entre 10h et 11h par exemple).</p> <p>Sur site, l'Inspection a contrôlé le registre de pesées des mois de juin et juillet 2023. Aucun camion n'est arrivé ou parti du site en dehors des horaires d'ouverture. En juin, les pesées ont été réalisées entre 7h30 et 17h10 et, en juillet, entre 7h15 et 16h57. Le trafic important de camions du 11/07/2023 - une trentaine de passages - est dû au chantier CELSA de terres polluées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<p><b>N° 22 : Prévention de la pollution atmosphérique</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conduit N°1 : bâtiment de l'unité de valorisation des déchets issus du BTP, des entreprises et de terres issues de la dépollution des sols. Captage des COV par filtre au charbon actif.</p> <p>En l'absence de réception de déchets fermentescibles sur l'ISDND, l'installation ne disposera pas de réseau de collecte de biogaz.</p> <p>Néanmoins, dès le démarrage de l'exploitation des nouvelles installations, une campagne de mesure de la qualité de l'air sur l'ensemble du site est réalisée afin d'établir un point zéro et définir le dispositif de surveillance approprié à mettre en place. Les conclusions de cette campagne de mesure sont soumises à l'approbation de l'IIC.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment n'a jamais été construit. Dispositions non applicables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>N° 23 : Prévention de la pollution atmosphérique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions utiles sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
<b>Constats :</b> La gêne olfactive constatée ponctuellement par le plaignant (plainte du 11/07/2023), peut provenir de l'ISDND ou du bassin de lixiviats et être due en fonction de la position du plaignant sous les vents dominants (vents cependant faibles), lors de journées avec une forte amplitude de température et sans pluie. L'ISDND n'accueillant pas d'ordures ménagères, l'exploitant n'est pas tenu de mettre en place un captage du biogaz à l'avancement. Néanmoins, il a mis en place des mesures préventives sur les puits de visite des alvéoles de l'ISDND.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite